

Nos idées à l'usine

FAIRE REVIVRE DANS LES ENTREPRISES L'IDEE QU'IL FAUT CHANGER LE MONDE

Le monde capitaliste ne se survit que grâce à de formidables illusions. Illusions dans tous les domaines qu'il y a ou qu'il y aura des solutions. Alors que tout s'aggrave, que les injustices sont plus criantes, que les écarts entre pauvres et riches s'accroissent, que le nombre même des maladies sociales augmente démesurément, le monde capitaliste est capable de fabriquer des spécialistes de toutes sortes, des industries même qui font des profits grâce à ces maladies. Il y a toute une industrie anti-pollution, du pot catalytique à l'épuration des eaux, comme il y a toute une industrie qui se nourrit de la lutte contre les maladies. Le capitalisme est capable de fabriquer à la fois des tares et des solutions, mais il est incapable de mettre vraiment en action ces solutions.

Seulement, le fait qu'il soit capable de les fabriquer, de mettre au point des techniques pour tout et n'importe quoi, de former des spécialistes pour résoudre les nouveaux problèmes qui surgissent, de payer ces gens et de leur faire une place dans le système, tout cela réussit à faire illusion.

Il n'y a jamais eu sur Terre autant d'hommes ou d'organisations chargés de réparer les dégâts faits par d'autres hommes ou par l'organisation sociale mais les dégâts vont toujours plus vite et finalement le mouvement de ce monde ressemble à une formidable fuite en avant.

Dans le monde du travail, le problème se pose très exactement de la même manière. Toute l'organisation de ce monde est faite pour là encore nous donner l'illusion que cela peut s'améliorer, que cela s'est déjà un peu amélioré dans le passé, que cela va continuer à s'améliorer. Toute l'organisation de ce monde est faite pour nous faire patienter finalement toute notre vie, quand on a la chance de vivre une vie qui n'est pas écourtée accidentellement, que ce soit individuellement ou collectivement.

Certes il y a toute une partie de la production où il est bien difficile de se faire des illusions, où les conditions de travail peuvent faire penser au Moyen Age et où le patron se comporte en maître chez lui, ne tolérant aucune contestation, imposant ouvertement sa loi et ses caprices. Ce sont souvent les plus petites entreprises. Il y règne une ambiance qui parvient même à culpabiliser certains travailleurs et à faire qu'ils se considèrent eux-mêmes comme des ratés, comme ayant échoué.

Car à côté existe ostensiblement un autre secteur où les choses se passent autrement : c'est essentiellement le cas des grandes entreprises, pratiquement toutes les entreprises d'Etat mais aussi la plupart des entreprises privées à partir d'une certaine taille. Là il existe un "avantage" ou un autre pour les travailleurs. Dans certains cas ce peut être une sécurité d'emploi relative, dans d'autres un salaire un peu plus décent ; et dans la plupart des cas, le patron non seulement tolère, mais collabore avec les organisations syndicales. Il les reçoit, négocie régulièrement avec elles, cherche à donner une image de dialogue le plus ouvert possible par ce biais.

Dans ces entreprises-là, c'est à intervalles réguliers que le patron convoque les délégués syndicaux pour leur demander de lui retranscrire les "questions", les problèmes, les revendications posées par l'ensemble du personnel. Ainsi l'illusion peut être maintenue, et reportée de mois en mois, que des choses peuvent changer, s'améliorer, pourquoi pas ? Pourtant la lecture du compte-rendu de ce type de réunions a de quoi faire bondir : on y trouve des dizaines de questions auxquelles le patron répond 3 fois sur 4 : "ceci n'est pas de ma compétence", "le problème sera examiné plus tard", "nous avons déjà discuté du problème" ou bien "l'étude est en cours". Et finalement, le nombre et l'ampleur des problèmes posés augmente plus vite que la quantité de solutions apportées.

Mais la plupart des délégués syndicaux, vu ce que sont les organisations syndicales croient bon pour leurs camarades de travail de rentrer dans ce jeu sans le moindre recul ni la moindre critique du système. Le résultat est d'ailleurs qu'ils finissent eux-mêmes souvent par en être finalement des victimes. Mais cette concertation soigneusement entretenue par le patron est avant tout une illusion destinée à éviter que le mécontentement ne s'accumule jusqu'à l'explosion sans que le patron la voie venir.

Si l'on prend un peu de recul, on constate certes quelquefois que tel ou tel point a connu une amélioration : un WC a fini par être débouché, un mur par être repeint ou une barrière réparée ; une machine quelquefois est modernisée. Mais dans tous les cas, ces "améliorations" ont de toute façon contribué à ce que le travail que nous faisons soit plus productif, plus fourni, plus efficace, et cette efficacité, elle nous échappe totalement : seul le patron en profite. Pour que nous en profitions, il faudrait qu'il cesse d'être le propriétaire des locaux et des machines puisque c'est à ce titre qu'il s'approprie sans que personne ne bronche le produit de notre travail.

Alors ce qui manque aujourd'hui dans les entreprises, c'est des travailleurs qui osent dire tout haut la vérité, des travailleurs qui ne cherchent ni à dire ce qui plait aux autres travailleurs pour avoir leur voix, ni à plaire au patron pour rester son interlocuteur privilégié. Et cette vérité c'est que rien de fondamental ne change, ni ne changera plus jamais dans ce monde sans qu'on le change de fond en comble. La vérité, c'est qu'il est bâti de A jusqu'à Z sur un principe injuste au départ, sur la loi de l'argent, qui creuse constamment l'écart entre les plus riches et les autres. La vérité c'est que même si nous avons tous contribué à fabriquer ce monde, il vaut mieux décider de l'abattre.

Bien sûr s'il y a des mouvements, s'il y a des luttes, les travailleurs socialistes ne peuvent pas ne pas en être partie prenante, même si depuis bien longtemps malheureusement, pratiquement tous les mouvements sont fondés sur l'illusion qu'on peut gagner un petit quelque chose à quelques-uns plus facilement que tous ensemble ou qu'on peut gagner plus facilement un petit quelque chose que beaucoup.

Mais être solidaire de ces luttes-là ne doit pas signifier qu'il faille en reprendre l'état d'esprit, ni être d'accord avec les idées fausses qu'elles supposent. Car il est faux de penser que c'est à moins qu'on peut obtenir plus ; il est faux de penser qu'il est plus difficile d'obtenir beaucoup que peu. C'est aussi difficile ou presque.

Surtout, quand il n'y a pas ces luttes ou quand c'est seulement à des mouvements organisés par les Etats-majors syndicaux qu'on a à faire, c'est de toutes autres idées que les socialistes ont à dire. Là où un militant syndicaliste va réclamer une amélioration, le travailleur socialiste va plutôt chercher à prouver qu'il n'y a guère d'amélioration à espérer, que le système l'interdit, que les améliorations que nous pourrions obtenir ne seraient qu'illusoires et fragiles, que tant qu'à se battre pour quoi que ce soit de sérieux - l'arrêt des plans de licenciements, le rattrapage des salaires sur les prix, une sécurité digne de ce nom là où elle n'existe pas - et bien autant se préparer à se battre pour de bon c'est à dire pour tout, pour tout changer d'un coup.

Prises individuellement, les révolutions n'ont pas coûté plus de journées de grève, de manifestations, d'énergie ou de temps passé à chaque travailleur lors de la moindre grève sérieuse qu'à un travailleur en période de révolution, comme en Russie en 1917. La différence, elle est bien sûr dans le nombre de travailleurs concernés, elle est aussi dans les idées pour lesquelles on se bat. Changer le système de fond en comble ne coûterait pas beaucoup plus cher pour chaque travailleur.

Les patrons, les plus politiques du moins, ont tiré les leçons du passé, et ils ont retenu que les révoltes, les révolutions, éclataient toujours pour des problèmes de dignité, bien plus que pour des problèmes économiques. Non pas que les problèmes économiques n'existent pas ; au contraire, ils sont là en permanence. Mais l'étincelle qui éclaire les choses, qui fait qu'un problème économique devient d'un coup une revendication réelle pour tous les opprimés, qu'il semble d'un coup commun à tous, c'est le faux pas d'un patron ou d'un puissant de ce monde qui marche une fois de trop sur les pieds des petits.

C'est d'ailleurs en partant de ce raisonnement que Balladur et même certains patrons se sont élevés contre les pratiques expéditives du patron de SKF quand il a licencié ses ouvriers sur le champ, comme des malpropres, sans leur laisser même le temps de se retourner.

En 1936, c'est le mépris affiché par les patrons pour l'ouvrier et accumulé pendant des années qui s'est soudain retourné, et dans la grève s'est affirmée, à la base, la dignité de faire front à ceux qui les avaient humiliés et traités de haut pendant longtemps. En 1968 aussi, il y a eu le retour de bâton contre les aspects hautains, autoritaires de dix années de régime gaulliste. Cela a même été le point commun qui a fait passer la révolte étudiante dans le monde ouvrier. Dans tous les mouvements profonds, même restreints à une entreprise, on ressent d'abord venir du plus profond de ceux que l'on n'entend jamais, ce sentiment de dignité trop longtemps bafouée et méprisée.

Ce sentiment humain essentiel, il est commun à tous les travailleurs. Mais les organisations réformistes, les syndicats, l'ont oublié, et il a fini par disparaître des revendications, des tracts et des banderoles. Il n'est plus question que de revendications affreusement sèches, dans un langage technique et corporatiste, qui contribue à émietter la classe ouvrière.

Mais on peut retrouver les mots qui peuvent, qui doivent exprimer, ce sentiment, parce que ce sentiment, lui, existe bel et bien. De même qu'on peut retrouver cette autre idée qui a en même temps disparu dans les actions syndicales, celle de la nécessité de changer le monde, qu'il faut affirmer et réaffirmer au travers de chaque lutte.

A propos de SKF, la réaction même indignée des militants syndicalistes qui ont réclamé que les licenciements se fassent dans les formes n'est pas la nôtre. Nous, nous devons dénoncer l'hypocrisie des autres patrons, qui licencient bel et bien, et combien de travailleurs, grâce à quelques précautions de politesse puante. Nous, nous devons dire que nous savons que le capitalisme est bien incapable de se défaire du chômage. Nous, nous ne devons pas avoir peur ni honte de rappeler qu'il n'y a qu'en URSS que le chômage et la crise économique ont pu épargner les travailleurs durablement, tant qu'il est resté là-bas un héritage de la révolution ouvrière.

Mais il ne faut pas oublier aussi que les travailleurs ne sont pas obtus et fermés aux problèmes du monde. Là encore, c'est ce que l'on pourrait finir par croire en regardant la presse syndicale, quand elle existe. Il n'y est jamais question que des problèmes de travail, et même uniquement des problèmes de l'entreprise.

Etre socialiste, c'est être ouvert à tous les problèmes de la société. Et bien des travailleurs, notamment les jeunes mais pas seulement, peuvent être bien plus prêts à se passionner pour ces problèmes-là qu'à ressasser une n ième fois la dernière augmentation indicielle ou la future promotion, même si cela peut les concerner apparemment plus directement.

Les informations sur le monde ne manquent pas. Ce qui manque, c'est de savoir remettre sur pied les mensonges et les illusions qui s'y cachent, c'est de savoir y retrouver la possibilité de changer le monde et rendre cette idée accessible à ceux qui ont dû se taire jusqu'ici dans la classe ouvrière. Car c'est là que la future révolte accumule vraiment le plus d'énergie.

février – juin 1993